

TUNISIE

Le gouvernement se déclare en guerre contre le terrorisme

Les autorités tunisiennes multiplient les déclarations apaisantes envers les citoyens et envers les étrangers en particulier. Dans ce contexte, le ministre de l'Intérieur, Néjim Gharsalli, a donné, dimanche soir, une conférence de presse au cours de laquelle il a jeté la lumière sur la récente opération antiterroriste menée dans la région de Gafsa (Sud-Ouest tunisien).

De Tunis Kamel M'Rabet

Le ministre a fourni des détails sur le plan mis au point par les forces de sécurité soutenues par des unités de l'armée qui sont parvenues à abattre cinq terroristes dont l'un était en cabale et poursuivi par les autorités algériennes depuis 1991.

Cette opération a été exécutée dans le cadre de celle menée dans la zone de Sidi Aïch (gouvernorat de Gafsa) et au cours de

laquelle avait été abattu le chef terroriste Abou Sakhr.

Cette opération, a ajouté le ministre, traduit une évolution qualitative dans la guerre contre le terrorisme, puisqu'elle a été fondée, surtout, sur le renseignement, soit sur la collaboration du citoyen, encouragé par les autorités à s'y impliquer.

Les éléments abattus se paraient à créer, dans les reliefs de Gafsa, une cellule similaire à celle implantée, depuis 2011,

dans le mont Chaâmbi (Kasserine) en parfait accord entre Al-Qaïda et Ansar Chariâ.

Toutefois, estime le ministre, cette victoire n'est qu'un maillon de la chaîne de la guerre contre le terrorisme qui n'est pas terminée.

Dans ce contexte, M. Gharsalli a réitéré son appel aux citoyens à s'y impliquer davantage. Car leur collaboration effective est une nécessité absolue.

A ce propos, le ministre a mis l'accent sur le rôle de la famille dans l'encadrement de la jeunesse, principale catégorie ciblée par les terroristes. Celle-ci n'échappe pas, en fait, aux forces de sécurité.

Les jeunes âgés de moins de 35 ans sont, généralement, interdits de sortie du territoire sans autorisation parentale. C'est un

des moyens de protection de la jeunesse contre les tentations terroristes. Cependant, a-t-il ajouté, l'éradication du terrorisme requiert, aussi, un soutien international.

La Tunisie en tant que pays démocratique respecte sa Constitution et toutes les libertés et se range du côté de la défense de la vie. Aussi est-il autant important que nécessaire pour la communauté internationale de soutenir la Tunisie dans cette lutte implacable contre l'hydre terroriste qui constitue une menace pour tous les pays.

En Tunisie, a-t-il ajouté, la nouvelle stratégie bannit l'attentisme. Il ne s'agit plus d'attendre les terroristes. Il faut les dénicher et les abattre. Cependant, le ministre n'a pas promis monts et merveilles.

Au contraire, il a dit que le terrorisme est encore là. Mais malgré les difficultés, les terroristes, a-t-il précisé, ne parviendront jamais à imposer au peuple tunisien un mode de vie qui lui est étranger.

Revenant sur l'attentat de Sousse qui avait fait 38 tués parmi les touristes (britanniques notamment), le ministre a dit qu'il a été suivi d'un grand nombre d'arrestations et que des mesures exceptionnelles ont été prises pour protéger les visiteurs étrangers.

1 400 agents armés ont été déployés sur les plages et dans les sites touristiques. Il a, aussi, précisé que la sécurité du pays est assurée par 100 000 éléments de la police et la Garde nationale. Toutefois, l'aide du citoyen demeure primordiale.

K. M.

ACCORD ENTRE LA ZONE EURO ET LA GRÈCE

Au prix de lourds sacrifices pour Athènes

Les Européens ont conclu hier au petit matin un accord pour négocier un troisième plan d'aide à la Grèce, la gardant ainsi dans le giron de l'euro, mais au prix de très lourds sacrifices pour ce pays exsangue qui aura besoin d'un nouveau soutien financier.

«Le Grexit a disparu», a déclaré à l'AFP le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, à l'annonce de cet accord arraché de haute lutte, après 17 heures de négociations, qui évite une sortie de la Grèce de la zone euro.

Pour y parvenir, les chefs d'Etat ou de gouvernement des 19 pays ayant adopté la monnaie unique ont dû surmonter de profondes divisions dans leurs rangs, et renouer un dialogue brisé avec Athènes.

Le Premier ministre Alexis Tsipras réclamait un accord in extremis pour sauver les banques grecques, à court de liquidités, et éviter un effondrement financier de son pays.

Lundi, il a salué un «accord difficile», mais qui pour lui garantissait la «relance» de l'économie grecque.

Dans l'urgence, la zone euro, dont les ministres des Finances se réunissaient de nouveau hier lundi, va devoir trouver les moyens d'assurer un «pont» financier pour répondre aux besoins à court terme de la Grèce, soit 12 milliards d'euros d'ici à la mi-août.

Au total, le plan de sauvetage, le troisième pour la Grèce depuis 2010, est évalué à 86 milliards d'euros.

Ce pays ne survit pour le moment que grâce aux liquidités injectées par la Banque centrale européenne, qui

attendait un signal politique de Bruxelles et s'apprêtait, hier, à maintenir cette aide d'urgence.

Devant la presse, Jean-Claude Juncker a reconnu que parvenir à un tel accord avait été «laborieux», espérant que des négociations pourraient s'ouvrir «en fin de semaine» afin de le concrétiser.

D'ici là, le Parlement grec aura dû voter, au plus tard mercredi, les réformes, sévères et très impopulaires, réclamées par les créanciers, Union européenne et FMI, en échange de ce sauvetage.

Il s'agit notamment d'une hausse de la TVA, d'une réforme du système de retraites et du marché du travail, de privatisations et d'un mécanisme devant assurer l'indépendance de l'office des statistiques.

Les parlements de plusieurs pays, dont le Bundestag allemand, devront eux aussi se prononcer dans la semaine.

«Quand ils auront fait cela, nous aurons alors une décision plus officielle» pour entamer les négociations, a souligné le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem.

Mais si une étape majeure a été franchie après six mois de négociations tumultueuses entre le gouvernement de gauche radicale d'Alexis Tsipras et ses partenaires européens, beaucoup reste à faire pour relancer l'économie grecque. La chancelière

Angela Merkel, inflexible vis-à-vis d'Athènes tout au long des discussions, a prévenu que la voie serait «longue» et «difficile» avant que la Grèce ne renoue avec la croissance.

Le Président français François Hollande, l'un des plus souples, a quant à lui salué le choix «courageux» d'Alexis Tsipras.

Depuis dimanche, les chefs d'Etat ou de gouvernement avaient négocié sans relâche dans ce marathon qui a fait apparaître au grand jour la fracture au sein du couple franco-allemand.

Lundi à l'aube, un compromis s'était dessiné, mais pas suffisant pour que le gouvernement grec plie, tandis que des milliers de tweets l'appelaient, sous le hashtag «This is a coup» (C'est un coup d'Etat), à résister aux «diktats» des créanciers.

La Grèce a finalement cédé sur l'un des principaux points de blocage, la création d'un fonds regroupant des actifs grecs à hauteur de 50 milliards d'euros pour garantir les privatisations promises.

Le fonds sera installé à Athènes et servira à recapitaliser les banques, au désendettement, mais aussi à des investissements.

Le texte final ne prévoit pas d'abandon provisoire par la Grèce de la monnaie unique, contrairement à ce qui était évoqué noir sur blanc dimanche dans un projet des ministres des Finances de la zone euro qui avait relancé l'hypothèse du Grexit, redouté par l'ensemble des dirigeants européens.

Mais le gouvernement Tsipras aura fort à faire pour amadouer son opinion

publique, à laquelle il avait promis de rompre avec l'austérité et les «diktats» des bailleurs de fonds.

Or, les réformes à présent réclamées par les créanciers sont encore plus strictes que celles qui ont été rejetées massivement par 61% des électeurs au référendum du 5 juillet.

Pour se garder une marge de manœuvre, le Premier ministre a dû se rapprocher de l'opposition, au prix de dissensions internes à son parti Syriza, ce qui laisse craindre une nouvelle crise politique.

«Avec un pistolet sur la tempe, toi aussi tu serais d'accord», a lâché, pour expliquer les concessions, une source gouvernementale grecque.

Les heures étaient de fait comptées pour la Grèce, soumise à un contrôle des capitaux et dont les banques sont fermées depuis le 29 juin.

Mais pour beaucoup de Grecs, contraints désormais à vivre avec les 60 euros quotidiens qu'ils peuvent retirer dans les distributeurs, ce dénouement avait un goût amer.

«Une misère, une humiliation, un esclavage», commentait ainsi Haralambos Rouliskos, un économiste athénien âgé de 60 ans.

«Je n'approuve pas cet accord. Ils essaient de nous faire du chantage», confiait Katerina Katsaba, une femme de 52 ans qui travaille pour une compagnie pharmaceutique.

Avant d'ajouter, résignée : «J'ai confiance dans le Premier ministre. Les décisions qu'il prendra iront dans le sens de nos intérêts à tous.»

MAROC

Deux Marocaines jugées pour leur robe

«provocante» innocentées

Deux Marocaines arrêtées parce qu'elles portaient des robes jugées provocantes ont été innocentées lundi par un tribunal à Agadir (sud) après que leur affaire a suscité une vague d'indignation, selon des sources judiciaires et associatives.

«Cet acquittement est positif et signifie que porter ce type de vêtement n'est pas un crime», a déclaré à l'AFP la présidente de la Fédération de la ligue des droits de femmes (LDDF), Fouzia Assouli.

Les deux jeunes femmes, âgées de 23 et 19 ans, coiffeuses de profession, avaient été interpellées le 16 juin sur un marché d'Inezgane (sud) alors qu'elles se rendaient à leur travail.

D'après des médias locaux, la police est intervenue après qu'elles eurent été encerclées par des personnes qui protestaient contre leur tenue «jugée contraire aux bonnes mœurs».

Elles étaient poursuivies pour «outrage à la pudeur» et encouraient un mois à deux ans de prison, selon l'article 483 du code pénal.

Après leur arrestation, des rassemblements avaient notamment eu lieu à Rabat, Casablanca et Marrakech sous le slogan «Mettre une robe n'est pas un crime».

Des centaines d'avocats s'étaient enregistrés pour les défendre et plusieurs associations de défense des droits de l'Homme avaient suivi le déroulement du procès.

«C'est une victoire non seulement pour ces deux femmes mais également pour l'ensemble de la société civile qui s'est mobilisée», a estimé M^e Houcine Bekkar Sbaï, un avocat de la défense. Pour l'avocat, ce jugement envoie un message clair : «La pensée extrémiste est inacceptable et personne ne peut s'ériger en gardien de la religion et de la morale.»

Ce procès est une occasion de «revoir l'article 483 du code pénal car l'habit est une liberté individuelle» et «d'accélérer l'adoption de la loi criminalisant la violence à l'égard des femmes qui tarde à voir le jour», a plaidé pour sa part M^{me} Assouli.

Dans le sillage de ce procès, la police avait arrêté début juillet deux hommes accusés d'avoir agressé ces deux femmes. Ils risquent un mois à deux ans de prison. Leur procès n'a pas encore commencé.